

Le lobby des renouvelables met ses emplois dans la balance

ÉNERGIE

Le Syndicat des énergies renouvelables livre une première estimation des effectifs du secteur, face aux critiques d'une partie de la classe politique sur le soutien public dont il bénéficie.

Amélie Laurin

Derrière les éoliennes et les panneaux solaires, il y a des salariés. Après une étude sur les retombées fiscales des éoliennes, panneaux solaires et autres installations d'énergie « verte », le Syndicat des énergies renouvelables (SER) livre un nouveau chiffrage des effectifs directs et indirects dans le secteur.

Le lobby estime à 248.785 les emplois en équivalent temps plein « directement liés aux énergies renouvelables » en 2024, dans l'Hexagone. Jusqu'à présent, le SER faisait référence, dans certaines publications, aux données 2022 de l'Ademe, soit 166.000 emplois, mais n'avait pas réalisé de décompte précis.

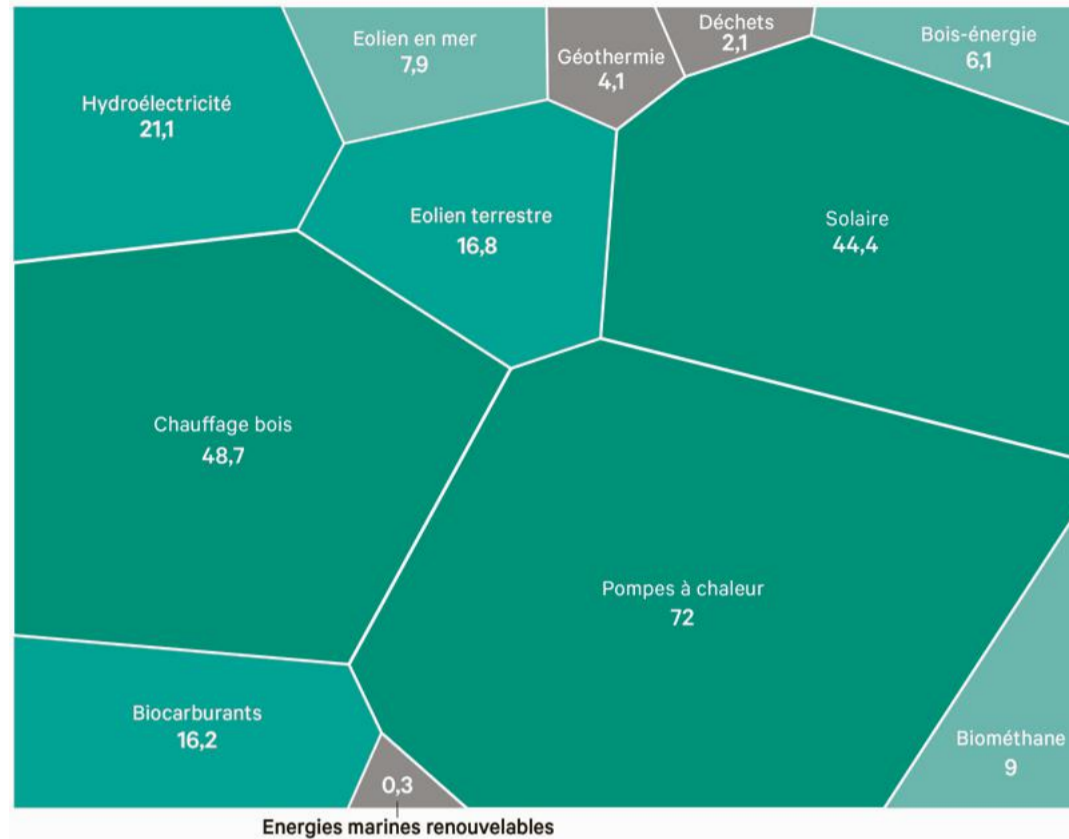
Le décompte réalisé par l'agence Utopies, pour le compte du SER et de Columbus Consulting, montre que les TPE et PME totalisent 47 % des postes. Les pompes à chaleur concentrent près de 30 % des professionnels du secteur, devant le solaire (17 %).

Les effectifs par filière épousent en partie les spécificités de chaque région. Dans la biomasse, les salariés sont surtout présents sur les terres agricoles du Sud-Ouest, du Centre et du Nord-Est. Les montagnes d'Auvergne-Rhône-Alpes concentrent les spécialistes de l'hydroélectricité et les plaines des Hauts-de-France restent le terrain de jeu de l'éolien terrestre.

Le SER souhaite montrer l'importance des filières sur les territoires, face aux attaques de l'extrême droite et d'une partie de la droite sur les subventions publiques accordées aux filières et leur emprise paysagère. L'association professionnelle veut peser dans le

Les emplois directs générés par les filières des énergies renouvelables

Répartition des emplois directs par filière en 2024, en milliers



LES ECHOS / SOURCES : SYNDICAT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES, UTOPIES, COLUMBUS CONSULTING

débat, à un an de l'élection présidentielle qui pourrait bousculer les choix énergétiques du pays.

« Nous voulons qu'il y ait une prise de conscience, notamment chez les élus locaux, sur le fait qu'un sujet qui est traité d'une façon très polémique et parfois caricaturale sur le plan médiatique national correspond en réalité sur le terrain à quelque chose de très différent, beaucoup plus diffus, beaucoup plus varié et porteur de beaucoup de stabilité dans le territoire », a déclaré Jules Nyssen, président du SER.

Plans sociaux

Après plusieurs années de fort volontarisme politique, catalysé par la crise énergétique de 2022, la valse-hésitation sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3) et sur les appels d'offres

éoliens et photovoltaïques s'est déjà traduite par de premières liquidations d'entreprises ces derniers mois. Et par des suppressions de postes chez RWE France et Boralex France par exemple.

Selon l'étude commandée par le SER, 40 % des emplois directs et indirects du secteur ne sont pas délocalisables, car liés à l'installation ou la maintenance des équipements. Pour montrer l'influence du secteur, le compteur d'Utopies grimpe en effet à près de 428.000 équivalents temps plein, en incluant près de 179.000 emplois indirects, dans le BTP ou chez les fournisseurs.

L'étude pousse même jusqu'aux effectifs « induits » par les dépenses de consommation et les impôts payés par les salariés du secteur. Cela permet d'arriver, au total, à

775.000 emplois directs, indirects ou soutenus par les énergies renouvelables. Des chiffres à manier avec précaution. Sur les près de 250.000 postes directs, 80.000 résultent de données publiques, précise Utopies. Ses chiffres sont également supérieurs aux statistiques officielles circulant jusqu'à présent.

L'Ademe évalue les emplois directs dans les énergies renouvelables à 196.000 en 2023, dans sa dernière étude sur les « Marchés et emplois concourant à la transition énergétique ». Utopies en trouve environ 50.000 de plus en ajoutant la filière biomasse qui fait monter le compteur à « environ 210.000 », et « 30.000 » de plus pour la distribution et le commerce de panneaux solaires, pompes à chaleur et autres équipements, précise Pierre Viard, consultant de l'agence. ■

Repsol reprend la main sur ses activités pétrolières au Venezuela

ÉNERGIE

Le pétrolier espagnol a signé un accord avec Caracas pour relancer ses activités au Venezuela.

Avec pour projet de tripler sa production en trois ans.

Cécile Thibaud

— Correspondante à Madrid

Retour au Venezuela. La compagnie pétrolière espagnole Repsol a conclu un accord avec le gouvernement de Delcy Rodríguez pour reprendre le contrôle opérationnel de ses actifs au Venezuela et accroître sa production. L'entreprise est prête à augmenter le volume de ses extractions de 50 % dans les douze mois, et à le multiplier par trois dans les trois prochaines années.

L'accord prévoit un système de paiement garanti qui permettra d'éviter les difficultés de paiement que le pétrolier espagnol avait rencontrées du côté de Caracas au cours des dernières années. Cette entente avec le ministère vénézué-

lien des Hydrocarbures et la compagnie pétrolière nationale Petróleos de Venezuela (PDVSA) met fin aux incertitudes pour la compagnie espagnole. Elle s'inscrit dans le cadre de la licence générale délivrée par l'administration américaine.

Le directeur général de l'exploration et de la production chez Repsol, Francisco Gea, a souligné « l'engagement de Repsol envers le Venezuela » : « Nous disposons sur place des ressources et des capacités techniques, opérationnelles et humaines nécessaires pour accroître notre production dans le pays. »

15 % des réserves de gaz et pétrole de Repsol

L'accord est d'importance car l'espagnol Repsol est l'un des seuls acteurs clés non américains au Venezuela, avec l'italien ENI. Il y est présent depuis 1993 et le pays est l'une des pièces maîtresses de ses activités internationales. Il représente à lui seul 15 % des réserves de gaz et pétrole de la compagnie, qui compte quelque 330 millions d'euros d'actifs dans le pays.

Le cœur de ses activités réside dans les installations pétrolières de la coentreprise Petroquiriquire (dont Repsol possède 40 % et PDVSA

les 60 % restants), qui produit 45.000 barils par jour et devrait pouvoir maintenant viser un volume trois fois plus grand. Le pétrolier espagnol peut compter par ailleurs sur l'exploitation d'un gisement de gaz naturel, partagé pour moitié avec l'italien ENI. Les deux compagnies viennent d'en sécuriser l'avenir, avec la signature le mois dernier d'un accord avec les autorités vénézuéliennes pour y garantir la continuité de la production et pouvoir renforcer les capacités.

Le parcours de Repsol au Venezuela a été accidenté ces 25 dernières années, compliqué par des relations difficiles avec les autorités de Caracas. Outre les restrictions imposées par les Etats-Unis à l'exportation des hydrocarbures vénézuéliens, la compagnie a dû faire face aux menaces de nationalisation, au partenariat forcé avec la compagnie pétrolière nationale

4,5

MILLIARDS DE DOLLARS

Le montant de la dette accumulée par le gouvernement vénézuélien envers Repsol.

vénézuélienne PDVSA (une exigence relativement habituelle dans les pays producteurs d'hydrocarbures) et aux impayés accumulés par celle-ci.

Selon le dernier rapport annuel de la compagnie, publié en février, le montant de la dette accumulée par le gouvernement vénézuélien envers Repsol s'élève à 4,5 milliards d'euros. Le pétrolier s'était engagé en 2023 auprès de Caracas à maintenir ses opérations sur place. Mais ses exportations avaient été gelées en mars 2025, lorsque l'administration Trump a révoqué les licences accordées par Joe Biden, qui permettaient à Repsol de recouvrer progressivement sa dette sous forme de barils de brut.

Depuis la chute de Nicolas Maduro, en janvier, le pétrolier espagnol travaillait à la façon de remettre sur les rails ses activités et d'obtenir une voie pour recouvrer ses impayés. L'accord signé ouvre clairement la porte à la reprise de l'exploitation et des exportations. Rien n'indique que la question de la dette ait été abordée. Chez Repsol, on célèbre l'accord en signalant que le document acte l'engagement d'un paiement garanti de la production à venir. Mais sans mentionner le passé. ■

CDC Habitat tient son cap dans la production de logements

CONSTRUCTION

La filiale de la Caisse des dépôts a livré 20.000 logements neufs en 2025 et en a mis en chantier 20.000 autres.

Elsa Dicharry

En matière de production de logements, CDC Habitat maintient le cap. « Nous nous étions fixé des objectifs élevés et ils ont été atteints », s'est félicité jeudi, à l'occasion de la présentation des résultats annuels de CDC Habitat, Clément Lecuire, le tout nouveau président du directeur du groupe. Il en était précédemment le directeur général.

En 2025, la filiale de la Caisse des dépôts a livré 20.000 logements neufs à comparer à 18.700 en 2024. Elle a par ailleurs mis en chantier 20.000 logements (après 19.400 l'année précédente) – dont 13.400 logements locatifs sociaux et le reste en logements intermédiaires, à destination des classes moyennes.

Plan de décarbonation

« Le mode de financement de notre production est celui d'une foncière d'intérêt général », souligne Clément Lecuire, qui remplace Anne-Sophie Grave depuis le 30 mars. CDC Habitat cède chaque année des actifs pour pouvoir financer de nouveaux investissements. L'an dernier, 6.400 logements ont ainsi été vendus à des bailleurs sociaux, à des investisseurs institutionnels et à des particuliers. La part des ménages a vocation à augmenter.

CDC Habitat avait aussi procédé, fin 2024, à une augmentation de capital, qui lui a depuis permis de faire monter en puissance sa production de nouveaux logements.

En parallèle, l'effort de rénovation du parc existant s'est poursuivi à un rythme un peu ralenti, avec 10.600 réhabilitations engagées (à comparer à 13.800 un an plus tôt). Au total, le groupe, qui gère 573.465 logements en métropole et dans les outre-mer, aura investi l'an dernier 4,7 milliards d'euros. Son résultat net est en hausse, à 272,4 millions d'euros.

CDC Habitat est aussi en ligne avec ses objectifs de décar-

bonation, souligne Clément Lecuire. A savoir atteindre à horizon 2050 la cible de zéro émission nette carbone. Déjà, entre 2024 et 2025, la part des émissions relatives aux consommations d'énergie dans les logements a été réduite de 14,5 %.

L'IA pour gagner en efficacité

« Dès que nous pouvons, nous optons pour le raccordement de nos résidences aux réseaux de chaleur énergétique, ou nous supprimons le gaz pour passer à l'électrique », indique le dirigeant. A ce titre, il estime que la stratégie de CDC Habitat est déjà totalement en ligne avec les attentes du gouvernement, qui a annoncé il y a quelques jours un plan d'électrification. Avec la volonté de faire sortir du chauffage au gaz 2 millions de logements sociaux d'ici à 2050 dans le pays. Depuis cette année, les résidences de CDC Habitat toujours chauffées au gaz – soit 57 % du parc – sont par ailleurs alimentées à 25 % en biogaz.

Clément Lecuire présentera, fin 2026, un nouveau plan stratégique pour CDC Habitat. « Ce que je peux déjà vous dire, c'est que nous allons maintenir un haut niveau de production de logements neufs, poursuivre la décarbonation de notre patrimoine et améliorer la qualité de service pour nos locataires. »

Le groupe réfléchit en la matière aux façons d'utiliser au mieux l'intelligence artificielle afin de gagner en efficacité. Quelques expérimentations sont en cours, par exemple « pour améliorer la maintenance prédictive de notre immobilier », explique-t-il ainsi. Aujourd'hui, nous sommes souvent en réponse à une panne ou au dérèglement d'un appareil – ascenseur, chaudière collective – au lieu d'anticiper. »

Reconstruction à Mayotte

CDC Habitat, enfin, achève son programme de reconstruction à Mayotte, frappée fin 2024 par le cyclone Chido, 70 % des logements endommagés ont été reconstruits ou sont en cours de rénovation. Le groupe, qui chiffre la totalité des travaux nécessaires à 53 millions, en a déjà engagé 40 millions. A La Réunion, notamment touchée par le cyclone Garance en 2025, 12,5 millions ont été engagés sur les 20 millions à déboursier. Les travaux sont avancés à 50 % environ. ■

NOTRE GUIDE COMPLET
IMPÔTS
COMMENT OPTIMISER VOS DÉCLARATIONS IR ET IFI

Demain chez votre marchand de journaux

